

Ludwig Von Mises
Le Libéralisme

Chapitre I
Les fondements du libéralisme
(extrait)

1. La propriété

La société humaine est l'union des hommes en vue d'une action commune. Toute action commune établie selon le principe de la division du travail a, en effet, sur l'action d'hommes isolés l'avantage d'une plus grande productivité. Lorsqu'un certain nombre d'hommes règlent en commun leur action selon le principe de la division du travail, ils produisent, toutes choses égales par ailleurs, non pas autant mais infiniment plus que ne le ferait la somme de leurs actions isolées. C'est sur cette plus grande productivité, due à la division du travail, que repose toute la civilisation humaine. C'est la division du travail qui rend l'homme supérieur aux animaux. Elle a fait de l'homme, dont la force physique est inférieure à celle de la plupart des animaux, le maître de la terre et le créateur des œuvres admirables de la technique. Sans cette division du travail nous en serions toujours, dans tous les domaines, au même stade que nos ancêtres d'il y a mille ou dix mille ans.

A lui seul, le travail humain n'est pas en mesure d'augmenter notre bien-être. Il lui faut, pour être fructueux, la terre que la nature met à sa disposition, les matières premières et les sources d'énergie qu'elle renferme. Le sol et le travail de l'homme constituent ainsi les deux facteurs de production de la coopération judicieuse desquels naissent tous les biens servant à la satisfaction de nos besoins. Il faut, pour produire, disposer du travail et de facteurs matériels de production, tant des matières premières et sources d'énergie que nous offre la nature à l'état brut, et qui sont pour la plupart liées au sol, que des produits intermédiaires déjà élaborés par le travail humain. On distingue en économie politique trois facteurs de production : le travail, le sol et le capital. On entend par sol tout ce que la nature met à notre disposition en fait de matières premières et sources d'énergie, que ce soit en surface ou dans le sous-sol, dans l'eau ou dans l'atmosphère ; par capital (biens de production) l'ensemble des produits intermédiaires élaborés par le travail humain à l'aide des matériaux naturels et qui servent à produire plus avant, tels les machines, les outils, les produits semi-finis de toute sorte, etc. Nous examinerons tout d'abord deux ordres différents de coopération humaine basée sur la division du travail : le premier, celui de la propriété privée des moyens de production et le second qui comporte la propriété collective des moyens de production. Celui-ci s'appelle socialisme ou communisme, celui-là libéralisme ou encore, depuis qu'il a, au XIX^e siècle, créé la division du travail à l'échelle mondiale, capitalisme. Les libéraux affirment que le seul ordre d'action humaine concertée qui soit praticable dans une société où s'exerce la division du travail est la propriété privée des moyens de production. Ils affirment que le socialisme, en tant que système embrassant tous les moyens de production, est irréalisable et que son application à une partie des moyens de production, si elle n'est certes pas impossible, a pour résultat d'abaisser la productivité du travail, de sorte qu'il ne peut accroître la richesse d'un pays mais au contraire doit l'amoindrir.

Le programme du libéralisme devrait donc, résumé en un seul mot, se formuler ainsi : propriété, c'est-à-dire propriété privée des moyens de production (car la propriété privée des biens de consommation va de soi, et elle est admise même par les socialistes et les communistes). Toutes les autres exigences du libéralisme découlent de cette exigence fondamentale.

Mais il convient d'inscrire dans le programme du libéralisme, à côté du mot propriété, ceux de liberté et de paix et ceci pour une raison bien déterminée. Non pas parce que l'ancien programme du libéralisme les a le plus souvent cités à côté du mot de propriété. (Le programme du libéralisme actuel va en effet plus loin que celui de l'ancien libéralisme, il est le fruit d'un jugement plus circonspect, d'une connaissance plus poussée de la nature des choses, puisqu'il peut tirer profit des progrès scientifiques des dernières décennies). Non parce que la liberté et la paix sont apparues aux yeux des anciens libéraux comme des idées fondamentales — et d'égale importance — du libéralisme et point comme la conséquence de l'idée primordiale de la propriété privée des moyens de production, mais pour la raison très pertinente qui s'impose : comme ces deux idées ont été combattues avec une violence toute particulière par les ennemis du libéralisme, il importe de ne pas donner l'impression qu'on reconnaît d'une façon quelconque le bien-fondé des objections soulevées contre elles.

2. La liberté

Que l'idée de liberté soit passée dans le rang et dans la chair au point que l'on n'ose plus, depuis longtemps, la contester ; que l'on ait pris l'habitude de ne parler de la liberté que pour l'approuver et la défendre et qu'il ait été réservé au seul Lénine de l'appeler un « préjugé bourgeois », c'est là — ce que l'on oublie souvent de nos jours — un succès du libéralisme. Le nom même de libéral ne vient-il pas de liberté, et celui du parti adverse des libéraux n'était-il pas à l'origine les « serviles » ? : les deux appellations apparaissant pour la première fois dans les luttes institutionnelles espagnoles des premières décennies du XIX^e siècle.

Avant l'avènement du libéralisme, de nobles philosophes, des fondateurs de religion et des prêtres animés des *meilleures intentions*, des hommes d'État aimant vraiment leur peuple avaient considéré l'esclavage d'une partie de l'humanité comme une institution équitable, d'utilité générale et bienfaisante. Il existe, prétendait-on, à côté des hommes naturellement destinés à la liberté, d'autres qui le sont au servage. Cette idée était chère non seulement aux maîtres mais à une grande partie des esclaves. Obligés de se soumettre à la force supérieure des maîtres, non seulement ils acceptaient cette servitude mais ils y trouvaient encore du bon : l'esclave n'est-il pas libéré du souci d'assurer sa pitance quotidienne, que le maître est tenu de lui fournir, même chichement ? Lorsque le libéralisme entreprit, au XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e, d'abolir le servage et la sujétion de la population paysanne en Europe et l'esclavage des noirs dans les colonies d'outre-mer, il ne se trouva pas peu de sincères philanthropes pour exprimer leur opposition. Selon eux, les serfs étaient habitués au servage et ne le ressentaient pas comme un fardeau pesant ; n'étant pas mûrs pour la liberté, ils ne sauraient quel usage en faire. Ils souffriraient gravement de ce que le maître cessât de pourvoir à leurs besoins, ils ne seraient pas capables d'assurer leur subsistance, et ils succomberaient vite à la misère. D'un côté leur affranchissement ne leur apporterait aucun gain sérieux, de l'autre ils seraient gravement lésés dans leur réussite matérielle. Faut curieux : de nombreux serfs interrogés à ce sujet avancèrent de tels arguments. Pour s'opposer à de telles manières de voir, bien des libéraux pensaient devoir brosser un tableau outré de la situation, mettant l'accent sur les mauvais traitements infligés aux serfs et aux esclaves, alors qu'en réalité de tels excès étaient exceptionnels. Il en existait certes et leur existence justifiait l'abolition de ce système, mais, d'une façon générale les maîtres traitaient les serfs avec douceur et humanité.

Si l'on opposait à ceux qui, pour des raisons en général philanthropiques, étaient en faveur de l'abolition du servage que le maintien du système était aussi dans l'intérêt des valets, ils ne savaient guère quoi répliquer. Car il n'est qu'un argument à opposer aux défenseurs du servage, à savoir que le travail libre est incomparablement plus productif que le travail exécuté par des hommes asservis. Le travailleur asservi n'a aucun intérêt à employer toutes ses forces. Il travaille avec l'empressement requis, et pas plus qu'il ne faut pour échapper aux châtiments qui s'attachent à un rendement insuffisant. Le travailleur libre, en revanche, sait qu'il gagnera d'autant plus qu'il aura accru son rendement. Il tend ses énergies à l'extrême afin d'accroître son salaire. Que l'on compare par exemple les exigences que pose au travailleur le service d'une charrue mécanique au faible déploiement d'intelligence, de force et d'application qui était jugé suffisant, il y a deux générations pour le laboureur-serf de Russie. Seul le travail libre

peut garantir les accomplissements que l'on demande au travailleur de l'industrie moderne.

Des esprits bornés peuvent continuer à débattre à perte de vue sur la question de savoir si tous les hommes ont vocation et sont mûrs pour la liberté. Ils peuvent continuer à prétendre qu'il existe des races et des peuples que la nature a destinés au servage et que les peuples de maîtres ont le devoir de maintenir les valets en état d'asservissement. Le libéral ne veut pas réfuter leurs arguments parce que sa démonstration en faveur de la liberté pour tous sans distinction est d'une toute autre nature. Les libéraux que nous sommes ne prétendent pas que Dieu ou la nature a destiné tous les hommes à être libres, ne serait-ce que parce que nous ne sommes pas informés des desseins de Dieu et de la nature, et que nous nous gardons soigneusement d'impliquer Dieu et la nature dans cette controverses. Nous prétendons seulement que la liberté de tous les travailleurs constitue le système de travail qui garantit la plus grande productivité du travail humain, et que cette liberté est par conséquent dans l'intérêt de tous les habitants de la terre. Nous ne combattons pas le servage malgré son utilité prétendue pour les « maîtres » mais parce que nous sommes convaincus qu'il est en fin de compte préjudiciable à tous les membres de la société humaine, donc aussi aux « maîtres ». Si l'humanité en était restée au servage d'une partie des travailleurs ou même de tous, l'admirable épanouissement des forces économiques qui a vu le jour au cours des 150 dernières années n'aurait pas été possible. Nous n'aurions pas de voies ferrées, de voitures, d'avions, de navires, de production d'énergie et d'électricité, d'industrie chimique, toutes choses que les Grecs et les latins, en dépit de leur génie, n'avaient pas. Il suffit de mentionner ce fait pour que chacun comprenne que même les anciens maîtres d'esclaves ou de serfs auraient tout lieu d'être satisfaits de l'évolution qui s'est opérée après l'abolition de l'asservissement des travailleurs. Un travailleur européen vit, de nos jours, dans des conditions plus favorables et plus agréables que ne vivait jadis le pharaon d'Égypte, bien que ce dernier disposât de milliers d'esclaves et que le premier n'ait rien d'autre, pour assurer son bien-être, que la force et l'adresse de ses mains. Si l'on pouvait transporter un nabab de ces époques reculées dans les conditions de vie actuelles d'un simple travailleur, il déclarerait sans hésiter que sa vie a été misérable en comparaison de celle que peut mener, de nos jours, le citoyen le plus modeste.

Le travail libre — et c'est là son fruit — procure à tous plus de richesse que n'a pu en apporter jadis aux maîtres le travail de leurs esclaves

Chapitre II Les conditions du libéralisme (extrait)

4. Le caractère irréalisable du socialisme

On invoque généralement, pour démontrer le caractère irréalisable du socialisme, que les hommes manquent des qualités morales qu'exige un ordre social socialiste. Il est à craindre, selon cette conception, que la plupart des hommes ne fassent pas preuve, dans un ordre social socialiste, du zèle qu'ils mettent, dans un ordre social basé sur la propriété individuelle des biens de production, à l'exécution des affaires et des travaux qui leur sont confiés. Dans l'ordre social capitaliste, chaque individu sait que c'est à lui que revient le fruit de son travail, que son revenu croît ou diminue à la mesure de son rendement. Dans l'ordre social socialiste, en revanche, chacun pensera que son rendement personnel importe peu puisqu'il lui revient une quote-part du rendement global du travail de tous et que la valeur totale de ce rendement ne diminuera que peu du fait de l'inactivité d'un paresseux. Si cet état d'esprit se généralise — comme il y a lieu de le craindre — la productivité de la collectivité socialiste baissera considérablement.

Si l'objection ainsi formulée contre le socialisme est absolument fondée, elle ne touche pas

l'essentiel. Si, dans la collectivité socialiste la possibilité existait d'évaluer le résultat du travail de chaque camarade avec la même rigueur que ne le fait le calcul économique de l'ordre social capitaliste, la réalisation du socialisme ne dépendrait pas de la bonne volonté de chaque camarade ; la société serait en mesure de graduer à l'intérieur de certaines limites la participation des camarades individuels au résultat de l'activité économique totale d'après l'importance de leur contribution à la production. L'impossibilité dans laquelle se trouve la société socialiste de faire le moindre calcul économique explique l'impraticabilité de tout socialisme.

L'ordre social capitaliste possède, dans le calcul de rentabilité, une norme qui indique à l'individu si l'entreprise qu'il dirige est exploitable de la façon la plus conforme au but prévu, c'est-à-dire aux moindres coûts. Lorsqu'une entreprise fait preuve d'improductivité cela revient à dire qu'il y a des entreprises qui dirigent les matières premières, les semi-produits et le travail, dont cette entreprise a besoin pour fonctionner, vers un but plus urgent et plus important, ou vers le même but mais d'une manière plus économique, c'est-à-dire avec une dépense moindre en capital et en travail. Lorsqu'on dit par exemple que le tissage à la main s'est avéré non rentable, cela signifie que dans le tissage mécanique le capital et la main-d'œuvre utilisés ont un rendement plus élevé et que c'est par conséquent peu économique de se cramponner à un mode de production où la même dépense en capital et en main-d'œuvre produit un rendement moindre.

Lorsqu'on envisage une nouvelle entreprise, on peut calculer à l'avance la rentabilité et la façon d'après laquelle elle peut être rendue rentable. A-t-on par exemple l'intention de construire une voie ferrée, on peut calculer, grâce aux estimations de trafic probable et de la possibilité pour ce trafic de payer les tarifs de transport, la rentabilité d'un investissement en capitaux et en travail dans cette entreprise. S'il s'avère que la construction de la voie ne promet aucune rentabilité, cela veut dire qu'il existe une autre utilisation plus urgente pour le capital et le travail à dépenser pour la construction de la voie ; le monde n'est pas encore assez riche pour s'offrir cette construction. Mais le calcul de valeur et de rentabilité n'est pas déterminant seulement lorsque la question se pose de savoir s'il faut ou non entreprendre certains travaux : il contrôle même chaque pas que fait l'entrepreneur dans la conduite de son affaire.

Le calcul économique capitaliste, qui seul nous permet une production rationnelle, repose sur le calcul monétaire. La seule existence, sur le marché, de prix pour toutes les marchandises et pour tous les services — prix exprimés en monnaie — permet d'inclure dans un calcul uniforme les biens et les services les plus hétérogènes. L'ordre social socialiste, où tous les moyens de production sont la propriété de la collectivité, qui ne connaît par conséquent aucune circulation de marché et aucun échange de biens et de services de production, ne peut connaître non plus de prix en monnaie pour les biens d'ordre plus élevé et pour le rendement. De cet ordre social serait donc absent le moyen permettant d'assurer la conduite rationnelle d'une entreprise : le calcul économique. Car ce dernier ne peut exister sans un dénominateur commun, auquel les différents biens et services sont ramenés.

Que l'on imagine un cas très simple. On peut, lors de la construction d'une voie ferrée, concevoir plusieurs itinéraires. Une montagne se dresse entre A et B. On peut construire la voie en franchissant la montagne, ou en la contournant ou en la traversant par un tunnel. Dans l'ordre social capitaliste, c'est chose facile de déterminer par calcul la ligne la plus rentable. On établit pour chacune des trois lignes les coûts de construction et la différence entre les frais d'exploitation relatifs au trafic anticipé respectif. En tablant sur ces données on trouvera aisément la ligne la plus rentable. De tels calculs ne seraient pas réalisables dans une société socialiste. Celle-ci n'aurait en effet aucune possibilité de réduire à une échelle de valeur unique les différentes qualités et quantités de biens et de travaux qui entrent ici en ligne de compte. L'ordre social socialiste serait décontenancé devant les problèmes habituels et quotidiens qu'offre la conduite d'une économie, car il n'aurait aucune possibilité de se livrer d'abord à un calcul comptable.

Le mode de production capitaliste, avec les vastes chaînes de production que nous lui connaissons et auxquelles seules nous devons cette prospérité qui permet aujourd'hui de vivre à un plus grand nombre d'hommes que dans les temps pré-capitalistes, exige le calcul

monétaire que le socialisme ne peut pas connaître. Les auteurs socialistes se sont efforcés en vain de montrer comment on peut s'en sortir sans le calcul monétaire et des prix. Toutes leurs tentatives à cet égard ont échoué.

La direction d'une société socialiste serait donc confrontée avec une tâche qu'elle ne pourrait pas assumer. Elle ne serait pas en mesure de décider quelle est, parmi les innombrables façons de procéder, la plus rentable. L'économie socialiste en serait réduite à un chaos qui entraînerait rapidement et irrésistiblement un appauvrissement général et une rétrogression vers les conditions primitives si caractéristiques de la vie de nos ancêtres.

L'idéal socialiste réalisé conséquemment jusqu'au bout de son programme nous ferait présent d'un ordre social dans lequel tous les moyens de production sont la propriété de l'ensemble du peuple. La production est entièrement entre les mains du gouvernement, du pouvoir social central. C'est lui seul qui décide alors de la production, du mode de production et de la manière dont le produit consommable doit être distribué. Il importe peu de s'imaginer ce futur État socialiste comme reposant sur une base démocratique ou autre. Même un État socialiste organisé de façon démocratique devrait constituer un corps de fonctionnaires organisé de façon rigide, dans lequel chacun, à part ceux qui assument la haute direction des affaires publiques, est employé et obéit, dût-il même, d'autre part, participer de façon quelconque, en tant qu'électeur, à la formation de la volonté centrale.

Nous ne devons pas comparer un tel État socialiste avec les entreprises d'État, aussi importantes soient-elles, que nous avons vues naître en Europe au cours des dernières décennies et notamment en Allemagne et en Russie. Toutes ces entreprises existent en effet à côté de la propriété privée des moyens de production. Elles ont, avec les entreprises que possèdent et dirigent les capitalistes, des échanges et elles reçoivent de ces entreprises des stimulants divers qui vivifient leur entreprise étatique.

C'est ainsi par exemple que les chemins de fer d'État sont approvisionnés par leurs fournisseurs en locomotives, wagons, installations de signalisation et autres moyens d'exploitation, toutes installations qui, ailleurs, ont fait leurs preuves dans une exploitation capitaliste des chemins de fer. C'est de là que ces États reçoivent l'incitation à innover afin de s'adapter au progrès qui se poursuit dans la technique et dans l'économie.

On sait que les entreprises étatiques et municipales ont dans l'ensemble échoué, que les travaux qu'elles entreprennent reviennent cher et sont inopportuns, et qu'elles sont obligées, pour pouvoir se maintenir, de recourir à des contributions supplémentaires en provenance des impôts publics. Il va sans dire que là où l'entreprise publique prend une position de monopole — comme c'est par exemple le cas pour les transports urbains et la distribution de la lumière — les mauvais résultats de la gestion n'apparaissent pas toujours clairement dans les comptes financiers. Il peut y avoir parfois possibilité de les camoufler en utilisant la latitude laissée aux monopoles d'augmenter le prix de leurs produits et de leurs services à un point tel que ces entreprises soient encore rentables en dépit d'une conduite peu économique de la direction. La moindre productivité du mode de production socialiste se manifeste ici d'une autre manière et n'est pas aussi facile à reconnaître ; mais au fond rien n'est changé par rapport aux autres cas.

Pourtant toutes ces tentatives de direction socialiste des entreprises ne nous donnent pas des points de repère permettant d'apprécier la signification de l'idéal de socialisation accompli pour tous les moyens de production. Dans l'État socialiste de l'avenir, où il n'y aura plus que le socialisme, sans le moindre épanouissement, à côté du socialisme, d'entrepreneurs privés, il manquera aux dirigeants de l'économie socialiste le critère que fournissent pour toute économie le marché et les prix de marché. Du fait que sur le marché, où aboutissent tous les biens et services en vue d'un échange, des relations s'établissent pour chaque bien en termes de monnaie, la possibilité existe, dans l'ordre social reposant sur la propriété privée, de contrôler par le calcul le résultat des faits et gestes économiques. Toute activité économique peut être examinée sous l'angle de la productivité sociale par le calcul comptable de la rentabilité. Il y aura encore lieu de montrer que la plupart des entreprises publiques ne peuvent pas faire usage du calcul de la rentabilité le même usage qu'en fait l'entreprise privée. Toujours est-il cependant que le calcul monétaire donne encore à l'entreprise étatique et à l'entreprise commerciale certains points de repère sur lesquels elles peuvent orienter le succès ou l'échec de leur gestion. Cette possibilité manquera totalement à l'ordre social intégralement

socialiste, puisqu'il ne peut y avoir, dans cet ordre social, ni propriété individuelle des moyens de production ni, partant, de cours des changes et de calcul monétaire. La direction générale d'une société purement socialiste n'aura donc aucun moyen à sa disposition pour ramener à un dénominateur commun les dépenses qu'exige chaque production particulière. On ne peut atteindre ici ce but en confrontant dépenses en nature et épargnes en nature. Si l'on n'a pas la possibilité de réduire à une expression commune les heures de travail des différentes qualifications, le fer, le charbon, le matériel de construction de toute sorte, les machines et autres choses exigées par la construction et l'exploitation des entreprises, on ne peut se livrer au calcul. On ne peut le faire que lorsqu'on peut ramener à des termes monétaires tous les biens qui entrent en ligne de compte. Certes, le calcul monétaire a ses imperfections et ses graves lacunes, mais nous n'avons rien de mieux pour le remplacer ; pour les buts pratiques de la vie, le calcul monétaire d'un système monétaire sain suffit. Si nous y renonçons, tout calcul économique devient tout simplement impossible.

L'objection majeure de l'économiste à l'égard de la possibilité d'un ordre socialiste est qu'il lui faut renoncer à cette division intellectuelle du travail, qui réside dans la coopération de tous les entrepreneurs, capitalistes, propriétaires fonciers et travailleurs en tant que producteurs et consommateurs, en vue de la formation des prix de marché. Sans cette division du travail toute rationalité, c'est-à-dire toute possibilité de calcul économique est inconcevable.

5. L'interventionnisme

L'idéal socialiste perd de plus en plus de partisans. Les études économiques et sociologiques poussées auxquelles on s'est livré sur les problèmes du socialisme, et qui ont démontré le caractère irréalisable des idées socialistes, n'ont pas manqué d'impressionner. Les échecs par lesquels se sont soldées les expériences socialistes ont déconcerté jusqu'aux plus enthousiastes. On recommence petit à petit à comprendre que la société ne peut pas se passer de la propriété individuelle. Pourtant les attaques dont le système de la propriété privée des moyens de production a été l'objet pendant des décennies ont laissé une telle prévention à l'égard de l'ordre social capitaliste que l'on ne peut se décider à admettre ouvertement, bien que l'on reconnaisse l'insuffisance et le caractère irréalisable du socialisme, qu'il faut revenir aux idées libérales sur le problème de la propriété. On admet certes que la propriété collective des moyens de production, le socialisme, est absolument irréalisable du moins présentement, mais on déclare d'autre part que la propriété individuelle sans limite des moyens de production nuit aussi à la société. Aussi veut-on créer une troisième chose, un état social qui se situerait à mi-chemin entre la propriété individuelle des moyens de production et la propriété collective de ces mêmes moyens. On veut laisser subsister la propriété individuelle des moyens de production, mais on veut réglementer, contrôler et diriger l'action des propriétaires des moyens de production — les décisions des entrepreneurs, capitalistes et propriétaires fonciers — par des ordres et des interdictions des pouvoirs publics. On crée ainsi l'image idéale d'une circulation réglementée, d'un capitalisme limité par des règles administratives, d'une propriété individuelle que les interventions des pouvoirs publics dépouillent de ses traits accessoires prétendument nuisibles.

On perçoit mieux le sens et l'essence de ce système en se représentant, par quelques exemples, les effets que ne manquent pas d'avoir les interventions des pouvoirs publics. Les interventions décisives dont il s'agit visent à fixer les prix des marchandises et des services autrement que ne le ferait le marché sans entrave.

Dans le niveau des prix qui s'établit sur le marché libre, ou qui s'établirait si les pouvoirs publics n'interdisaient pas la libre formation des prix, les coûts de production sont couverts par le produit des ventes. Que les autorités exigent un prix moindre, et le produit de la vente est inférieur aux coûts. Les commerçants et fabricants s'abstiendront donc de vendre (à moins qu'il ne s'agisse de marchandises subissant, du fait de leur stockage, une rapide dévalorisation), dans l'espoir de voir revenir les pouvoirs publics sur leur décision. Si ces derniers ne veulent pas que leur décision ait pour résultat de voir les marchandises en question disparaître de la circulation, ils ne peuvent se limiter à fixer les prix ; il leur faut en même temps décider que tous les stocks existants seront vendus au prix prescrit.

Mais cela non plus ne suffit pas. Au prix de marché idéal, l'offre et la demande auraient coïncidé. Mais par suite de la fixation du prix à un niveau moindre par une décision des pouvoirs publics, la demande a augmenté tandis que l'offre est restée la même. Les stocks existants ne suffisent pas pour donner satisfaction à tous ceux qui sont prêts à payer le prix prescrit. Une partie de la demande ne sera pas satisfaite. Le mécanisme du marché, qui, normalement, par des modifications du niveau des prix, fait coïncider l'offre et la demande, ne joue plus. Les personnes qui seraient prêtes à payer le prix prescrit par les pouvoirs publics doivent quitter le marché bredouilles. Ceux qui étaient sur place les premiers ou qui savent profiter de leurs relations personnelles avec les vendeurs ont déjà acquis tout le stock, et les autres en seront pour leurs frais. Si les pouvoirs publics veulent éviter cette conséquence de leur intervention (contraire à leurs intentions) il leur faut ajouter, à la taxation des prix et à l'obligation de vendre, le rationnement. Des instructions autoritaires déterminent la quantité de marchandises qui doit être cédée au prix prescrit à chaque intéressé.

Pourtant, une fois épuisés les stocks existant au moment de l'intervention des pouvoirs publics, un problème autrement difficile se pose. Du fait que la fabrication n'est plus rentable au prix de vente imposé par les pouvoirs publics, elle se limite ou s'arrête. Si les pouvoirs publics désirent que la fabrication continue, il leur faut obliger les producteurs à fabriquer ; et il leur faut, dans ce dessein, fixer aussi le prix des matières premières, des produits intermédiaires et des salaires. Mais ces décisions ne doivent pas se cantonner uniquement à une ou à quelques branches de la production que l'on veut régler parce que l'on considère leurs produits comme particulièrement importants. Elles doivent embrasser toutes les branches de la production, réglementer les prix de toutes les marchandises et de chaque salaire, la conduite de tous les entrepreneurs, capitalistes, propriétaires fonciers et travailleurs. Si quelques branches échappaient à ces mesures, elles verraient affluer vers elles le capital et la main-d'œuvre, et le but que voulaient atteindre les pouvoirs publics par leur première intervention serait manqué. Ce qu'ils veulent pourtant, c'est que précisément la branche de production qu'ils ont dotée d'une réglementation spéciale en raison de l'importance qu'ils attachent à ses produits, soit suffisamment pourvue. Il va à l'encontre des intentions de ces pouvoirs publics que cette branche — à la suite précisément de l'intervention — soit délaissée.

On voit donc clairement ceci : l'intervention tentée par les pouvoirs publics dans les rouages de l'ordre social reposant sur la propriété individuelle des moyens de production manque le but que se proposaient ses auteurs ; elle est — dans le sens où l'entendaient ses auteurs — non seulement inutile mais contraire au but qu'ils se proposaient, puisque le « mal » qu'elle devait combattre s'accroît encore puissamment. Avant que les prix taxés ne soient promulgués, les marchandises — de l'avis des pouvoirs publics — étaient trop chères ; elles disparaissent maintenant du marché. Ce n'était cependant pas l'intention des pouvoirs publics, qui voulaient rendre les marchandises accessibles au consommateur à un prix moindre. Tout au contraire : la pénurie, l'impossibilité de se procurer des marchandises, doit leur apparaître comme le pire des maux. En ce sens on peut dire de l'intervention des autorités qu'elle est absurde et qu'elle manque son but, et du système de politique économique qui veut œuvrer à l'aide de telles interventions qu'il est irréalisable et impensable, qu'il contredit la logique économique.

Si les pouvoirs publics ne veulent pas remettre les choses en ordre en renonçant à leur intervention et en abolissant la taxation des prix, ils devront faire suivre ce premier pas d'autres. A l'ordre donné de n'appliquer aucun prix qui soit supérieur à celui prescrit doivent s'ajouter non seulement l'ordre de vendre les stocks et le rationnement mais encore la taxation des prix pour les biens d'un ordre plus élevé et pour les salaires, et enfin le travail forcé pour les entrepreneurs et les ouvriers. Et ces prescriptions ne doivent pas se limiter à une ou à quelques rares branches de la production, mais embrasser toutes les branches. Il n'est d'autre choix que celui-ci : ou bien s'abstenir d'intervenir dans le jeu du marché, ou bien confier aux autorités l'ensemble de la direction et de la distribution. Ou bien le capitalisme, ou bien le socialisme ; il n'existe pas de système intermédiaire.

Le mécanisme du phénomène que nous venons de décrire est familier à tous ceux qui ont vécu les tentatives faites par les gouvernements pendant la guerre et pendant l'inflation de bloquer autoritairement les prix. Chacun sait aujourd'hui que la taxation autoritaire des prix n'a eu d'autre résultat que de faire disparaître du marché les marchandises faisant l'objet de cette mesure. Partout où des mesures autoritaires ont été prises à l'égard des prix, le résultat a été

le même. Lorsque par exemple les pouvoirs publics limitent le prix des loyers d'habitation, la pénurie des logements se fait aussitôt sentir. Le parti social-démocrate autrichien a pratiquement supprimé les loyers. Ce qui eut pour conséquence, dans la ville de Vienne par exemple, bien que la population ait considérablement diminué depuis le début de la guerre et que plusieurs milliers de nouveaux appartements aient été construits dans l'intervalle par la municipalité, que des milliers de personnes ne pouvaient trouver de logis.

Prenons un deuxième exemple, le salaire minimum ou les taux de salaire.

Si les rapports entre entrepreneurs et travailleurs ne sont pas influencés par des mesures législatives ou par les pressions syndicalistes, le salaire payé par l'entrepreneur pour chaque catégorie de travail correspond exactement à la plus-value que subissent, par ce travail, les produits en formation. Le salaire ne peut être supérieur à cette plus-value, car l'entrepreneur n'y trouverait pas son compte et serait obligé de suspendre une production qui ne « paie » pas. Il ne peut pas non plus être inférieur à cette plus-value, vu qu'il orienterait les travailleurs vers d'autres branches mieux rétribuées et forcerait les entrepreneurs à arrêter leur production en raison d'une pénurie de main-d'œuvre.

Il existe donc toujours dans une économie nationale un taux de salaire tel que chaque travailleur trouve à s'employer et chaque employeur trouve la main-d'œuvre désirée lorsqu'il veut commencer une entreprise rentable à un tel taux. Les économistes ont coutume d'appeler ce taux le salaire statique ou naturel. Il monte lorsque, toutes choses restant égales par ailleurs, le nombre des travailleurs diminue ; il baisse lorsque, toutes choses restant égales par ailleurs, la quantité disponible de capital pour laquelle on cherche une utilisation diminue. Il faut à cet égard observer qu'il n'est pas tout à fait exact de parler simplement de « salaire » et de « travail ». Le rendement du travail est très différent en qualité et en quantité (calculée par unité de temps) et il en est de même pour le salaire.

Si l'économie ne quittait jamais l'état stationnaire, il n'y aurait pas de chômeurs, pour autant que le marché du travail ne subisse aucune des entraves qui sont le fait des interventions gouvernementales et de la pression des syndicats. Pourtant l'état stationnaire n'est en soi qu'un expédient de notre théorie économique. Notre esprit en a besoin pour se représenter par contraste les phénomènes qui se déroulent dans l'économie qui nous entoure dans la réalité et dans laquelle nous vivons. La vie — heureusement — n'est jamais au repos. Il n'y a jamais de stagnation économique, mais des modifications incessantes, du mouvement, du nouveau. Il y a par conséquent toujours des branches de production qui sont délaissées ou limitées parce que les consommateurs se sont détournés de leurs produits, et des branches qui s'élargissent ou même se transforment entièrement. A ne considérer que les dernières décennies, nous pouvons dénombrer bien des industries qui ont fait leur apparition : celles de l'automobile, de l'aviation, du cinéma, des fibres artificielles, de l'électronique. Ces branches d'industrie emploient aujourd'hui des millions de travailleurs qu'elles n'ont puisés que partiellement dans l'accroissement de la population ; une partie est venue des branches de production qui se sont réduites et plus encore de celles qui peuvent, grâce à l'amélioration des techniques, maintenir leur production avec moins d'ouvriers.

Il peut parfois advenir que les changements qui se produisent dans les conditions des différentes branches de production se déroulent si lentement qu'aucun travailleur n'est obligé de changer d'emploi et de s'adonner à une nouvelle activité ; seuls les jeunes qui arrivent à l'âge de choisir un métier se tournent davantage vers les branches en expansion. Mais en général, dans l'ordre social capitaliste qui progresse rapidement et élève le niveau de vie des hommes, le progrès va beaucoup plus vite pour qu'il puisse dispenser l'individu de la nécessité de s'y adapter. Lorsque, il y a deux cents ans ou plus, un jeune garçon apprenait un métier, il pouvait compter l'exercer sa vie durant tel qu'il l'avait appris sans que son conservatisme puisse lui causer un préjudice. L'ouvrier lui-même doit s'adapter aux conditions changeantes, apprendre du nouveau ou changer de méthodes. Il lui faut quitter une branche qui ne nécessite plus le même nombre de travailleurs pour se tourner vers une nouvelle venue ou qui a besoin de plus de bras qu'avant. Mais même en restant dans son ancienne branche, il lui faut, si les circonstances l'exigent, apprendre du nouveau.

Tout ceci atteint le travailleur sous forme de modification des salaires. Lorsqu'une branche emploie relativement trop de travailleurs, cela donne lieu à des licenciements, et les licenciés

ne retrouvent pas facilement à s'employer dans la même branche. La pression qu'ils exercent sur le marché du travail influe sur les salaires de cette branche. Et ceci oblige les travailleurs à chercher à s'employer dans les branches de production désireuses d'embaucher davantage et, par conséquent, prêtes à payer des salaires plus élevés.

On voit ainsi clairement ce qui peut arriver lorsqu'on satisfait le travailleur dans son désir de travailler, et d'avoir un salaire élevé. De façon générale, on ne peut, sans déclencher certains effets accessoires que ne peuvent souhaiter les travailleurs, faire monter les salaires au-delà du niveau qui serait le leur sur un marché aucunement entravé par les interventions des pouvoirs publics ou d'autres instances sociales. On peut, dans une branche de production particulière ou dans un pays particulier, faire monter le salaire en interdisant l'arrivée en renfort de travailleurs venant d'autres branches ou de l'étranger. De telles augmentations de salaires se font aux dépens des travailleurs dont le renfort est écarté. Leur salaire est plus bas que celui qu'ils pourraient obtenir si l'on n'entravait pas leur libre circulation. L'amélioration des salaires des uns se fait donc aux dépens des autres. Seuls peuvent se servir de cette politique tendant à paralyser la libre circulation des travailleurs, les ouvriers des pays et des branches de production qui souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre. Dans une branche ou dans un pays où tel n'est pas le cas, une seule chose peut élever les salaires, un accroissement de la productivité générale, par l'augmentation du capital disponible ou par l'amélioration des techniques de production.

Mais lorsque le gouvernement promulgue une loi fixant des salaires minima au-dessus du niveau du salaire statique ou naturel, les entrepreneurs s'aperçoivent nécessairement qu'ils ne peuvent plus mener à bonne fin certaines affaires qui furent encore rentables à un niveau des salaires plus bas. Ils limitent par conséquent la production et licencient du personnel. La conséquence d'une augmentation artificielle des salaires, c'est-à-dire d'une augmentation venant de l'extérieur sur le marché, se traduit donc par un accroissement du chômage.

Il est vrai qu'en général de telles tentatives pour fixer légalement le salaire minimum ne revêtent pas aujourd'hui une grande ampleur. Pourtant, la puissance qu'acquièrent les syndicats leur a permis de fixer pour les salaires un minimum. Que les travailleurs s'unissent au sein d'associations afin d'établir un dialogue avec les entrepreneurs, c'est un fait qui en soi n'est pas de nature à provoquer des perturbations dans le déroulement des phénomènes du marché. Le fait que les travailleurs revendiquent avec succès le droit de rompre sans autre forme de procès des contrats auxquels ils ont consenti et qu'ils arrêtent le travail, n'entraînerait pas non plus une perturbation du marché du travail. Ce qui crée une nouvelle situation sur le marché du travail, c'est le fait, pour la plupart des pays européens industrialisés, que les grèves et le nombre important des membres des syndicats de travailleurs ne sont pas concevables sans *la contrainte*. Comme les travailleurs organisés en syndicats refusent l'admission au travail des travailleurs non organisés, et comme ils empêchent de vive force que, en cas de grève, d'autres prennent la place des grévistes, les revendications salariales qu'ils présentent aux entrepreneurs agissent de la même façon que le ferait une loi gouvernementale sur les salaires minima. Car l'entrepreneur est contraint, s'il ne veut pas arrêter toute l'exploitation, de se plier aux exigences du syndicat. Il lui faut payer des salaires tels que le montant de la production doit être limité, le produit fabriqué à des coûts élevés ne trouvant pas à s'écouler dans la même mesure que le produit fabriqué à moindre coût. C'est ainsi que le salaire plus élevé qui est le résultat des pressions exercées par les syndicats cause du chômage.

L'étendue et la durée du chômage né de cette situation sont tout autres que celle du chômage qui provient des déplacements continuels dans la demande de main-d'œuvre. Le chômage qui ne résulte que des progrès qui conditionnent le développement industriel ne peut ni prendre une grande envergure ni devenir une institution durable. Les ouvriers devenant excédentaires dans une branche trouveront bientôt à s'employer dans une branche nouvelle ou en extension. En cas de libre circulation des travailleurs et lorsque le passage d'un métier à un autre n'est pas entravé par des obstacles légaux ou autres, l'adaptation aux nouvelles conditions se fait sans trop de difficultés et assez vite. On peut d'ailleurs contribuer à réduire davantage encore l'importance de ce chômage par un développement des bureaux de placement.

Cependant le chômage qui résulte de l'intervention sur le marché du travail de facteurs

contraignants n'est pas un mécanisme qui, alternativement, apparaît et disparaît. Il dure irrémédiablement aussi longtemps que subsiste la cause qui l'a engendré, c'est-à-dire aussi longtemps que la loi ou la contrainte du syndicat empêche que le salaire soit ramené, par la pression des chômeurs cherchant un emploi, au niveau auquel il se serait établi s'il n'y avait pas eu d'intervention de la part du gouvernement ou des syndicats, au taux qui finalement permet à tous ceux qui cherchent du travail d'en trouver.

Des indemnités de chômage allouées aux chômeurs par le gouvernement ou les syndicats ne font qu'aggraver le mal. En cas de chômage résultant de modifications dynamiques de l'économie, les allocations de chômage n'ont pour conséquence que de retarder l'adaptation des ouvriers aux nouvelles conditions. Le chômeur allocataire ne s'estime pas dans la nécessité de s'orienter vers un nouveau métier lorsqu'il ne trouve plus à s'employer dans l'ancien ; il laisse du moins passer plus de temps avant de se décider à prendre un autre métier ou à changer de lieu de travail ou encore à rabaisser ses exigences au taux de salaire auquel il pourrait trouver du travail. A moins que les allocations de chômage ne soient par trop réduites, on peut oser l'affirmation que le chômage ne peut pas disparaître tant qu'existent ces allocations.

Mais en cas de chômage provoqué par l'élévation artificielle du niveau des salaires (à la suite de l'intervention du gouvernement ou de l'appareil coercitif des syndicats, toléré par le gouvernement), la question est de savoir qui, des travailleurs ou des entrepreneurs, doit en supporter le fardeau. Ce n'est jamais l'État, le gouvernement, la commune, car ceux-ci s'en déchargent ou sur l'entrepreneur ou sur le travailleur ou font partager à chacun d'eux. Si ce fardeau est imputé aux travailleurs, ils perdent le fruit de l'augmentation artificielle des salaires ; il se peut même que ce fardeau devienne plus lourd que ce que rapporte cette augmentation artificielle. On peut imposer à l'entrepreneur la charge des indemnités de chômage en lui faisant payer une taxe pour les besoins de ces indemnités, proportionnelle au total des salaires qu'il distribue. Dans ce cas l'allocation de chômage a pour effet d'élever le coût de la main-d'œuvre, à l'instar d'une augmentation de salaire au-delà du niveau statique. La rentabilité de l'emploi de la main-d'œuvre se réduit d'autant, en même temps que diminue le nombre d'ouvriers qui peuvent être employés de façon rentable. Le chômage ne fait donc qu'augmenter en une spirale sans fin. Mais on peut encore mettre les allocations de chômage à la charge des entrepreneurs en les imposant, quel que soit le nombre de leurs ouvriers, sur leurs bénéfices ou sur leur fortune. Cette imposition a également pour effet d'augmenter le chômage. En cas de consommation du capital ou de ralentissement dans la formation de nouveaux capitaux, les conditions d'emploi de la main-d'œuvre deviennent, *cæteris paribus*, moins favorables .

Que l'on ne puisse combattre le chômage en faisant exécuter, aux frais de l'État, des travaux publics dont on se serait sans cela dispensé, c'est là un fait d'évidence. Les ressources utilisées ici doivent être retirées à l'aide d'impôts ou d'emprunts aux champs d'application où elles auraient trouvé autrement à s'employer. On ne peut, de cette façon, atténuer le chômage dans une branche que dans la mesure où on l'accroît dans une autre.

De quelque côté que nous considérions l'interventionnisme, il s'avère toujours qu'il aboutit à un résultat que ne se proposaient pas ses auteurs et partisans et que, de leur propre point de vue, il doit paraître comme une politique absurde et inopportune.

6. Le capitalisme

Tout examen des diverses formes imaginables de sociétés basées sur la division du travail ne peut aboutir qu'à cette constatation : il n'est de choix, pour cette société, qu'entre la propriété collective et la propriété individuelle des moyens de production. Toutes les formes intermédiaires sont absurdes et se révèlent d'une réalisation inopportune. Si de plus on reconnaît que le socialisme est lui aussi irréalisable, on ne peut échapper à l'obligation d'admettre que le capitalisme est le seul système d'organisation sociale qui soit réalisable dans une société humaine soumise à la division du travail. Ce résultat de l'examen théorique ne pourra pas surprendre l'historien et le philosophe de l'histoire. Si le capitalisme s'est imposé, en dépit de l'hostilité qu'il a toujours rencontrée auprès des masses et des gouvernements, s'il

n'a pas été obligé de céder la place à d'autres formes de coopération sociale qui ont joui de bien plus de sympathie de la part des théoriciens et praticiens, on ne peut l'attribuer qu'au fait qu'il n'existe absolument aucun autre ordre social possible.

Il n'est certes pas besoin d'expliquer pourquoi il ne nous est pas possible de revenir aux formes moyenâgeuses d'organisation sociale et économique. La population que le Moyen Âge a nourrie sur la terre habitée par les peuples civilisés de l'Occident ne représente qu'une fraction des habitants qui peuplent aujourd'hui ces territoires, et chaque individu avait à sa disposition, pour couvrir ses besoins, beaucoup moins de biens que la forme de production capitaliste n'en donne à l'homme moderne. On ne peut songer à un retour au Moyen Âge si l'on ne se décide pas tout d'abord à réduire la population actuelle au dixième ou au vingtième, et si de surcroît l'on n'impose pas à chaque individu une frugalité dont l'homme moderne ne peut se faire aucune idée. Certains auteurs proposent comme unique idéal souhaitable le retour au Moyen Âge ou, comme ils disent, à un « nouveau » Moyen Âge. Bien que tous ces auteurs reprochent surtout à l'âge capitaliste son état d'esprit matérialiste, ils sont eux-mêmes bien plus fortement enlacés qu'ils ne le pensent dans un mode de pensée matérialiste. N'est-ce pas faire preuve d'un matérialisme des plus grossiers que de croire, comme le font beaucoup de ces auteurs, que la société humaine pourrait, après un retour aux formes médiévales de l'économie et de l'ordre social, conserver toutes les ressources techniques de la production créées par le capitalisme et conserver ainsi au travail humain ce haut degré de productivité qu'il a atteint dans l'ère capitaliste ? La productivité du mode de production capitaliste est le résultat d'une manière de penser capitaliste et de la conception capitaliste que les hommes se font à l'égard de l'activité économique. Et cette productivité n'est un résultat de la technique moderne que pour autant que l'épanouissement de cette dernière ne pouvait nécessairement que résulter de l'esprit capitaliste. Rien n'est plus absurde que le principe de conception matérialiste de l'histoire énoncé par Karl Marx : « Le moulin à main produit une société de seigneurs féodaux, le moulin à vapeur une société de capitalistes industriels ». Pour faire naître l'idée du moulin à vapeur et pour créer les conditions permettant de réaliser cette idée, il a fallu la société capitaliste. C'est le capitalisme qui a créé la technique et non la technique le capitalisme. Non moins absurde pourtant la pensée que l'on pourrait conserver l'équipement technico-matériel de notre économie, une fois écartés les principes intellectuels qui en sont le fondement. On ne peut continuer à mener l'économie de façon rationnelle dès lors que l'on oriente à nouveau toute sa manière de penser sur le traditionalisme et sur la croyance en l'autorité. L'entrepreneur, l'élément agissant de la société capitaliste et par là aussi de la technique moderne, est impensable dans un milieu de gens qui ne s'intéressent qu'à une vie contemplative.

Si l'on qualifie d'irréalisable toute autre forme de société que celle qui repose sur la propriété individuelle des moyens de production, il s'ensuit évidemment que la propriété individuelle, en tant que fondement de l'association et de l'action concertée des hommes, doit être conservée et que l'on doit combattre énergiquement toute tentation en vue de la supprimer. En ce sens le libéralisme défend l'institution de la propriété individuelle contre toute tentative visant à l'écartier. C'est à juste titre qu'on peut qualifier les libéraux d'apologistes puisque le mot grec *apologet* signifie défenseur. On devrait d'ailleurs se contenter de la simple expression de défenseur, car dans l'esprit de beaucoup de gens s'allie aux termes « apologie » et « apologiste » l'idée que ce qui est défendu est injuste.

Mais il est une autre constatation bien plus importante que le rejet de l'insinuation contenue dans l'emploi de ces expressions, à savoir que l'institution de la propriété privée n'a absolument nul besoin d'être défendue, justifiée, motivée ou expliquée. La société a besoin, pour survivre, de la propriété privée, et comme les hommes ont besoin de la société, il leur faut, tous, rester fidèles à la propriété privée. La société ne peut en effet survivre que sur le fondement de la propriété privée. Celui qui est pour la propriété individuelle ainsi comprise est pour le maintien de l'union des hommes en société, pour le maintien de la culture et de la civilisation, et parce qu'il veut atteindre ces buts il lui faut aussi vouloir et défendre le seul moyen qui y mène, la propriété individuelle.

Celui qui est pour la propriété privée des moyens de production ne prétend pas le moins du monde que l'ordre social capitaliste reposant sur la propriété individuelle est parfait. Il n'est pas de perfection ici-bas. Il se peut, même dans l'ordre social capitaliste, que telle ou telle

chose, ou même tout, ne plaise pas à tel ou tel individu. Mais il est le seul ordre social concevable et possible. On peut tendre à changer telle ou telle institution aussi longtemps qu'on ne touche pas, ce faisant, à l'essence et aux fondements de l'ordre social, à la propriété. Il nous faut néanmoins nous accommoder de cet ordre social puisque en réalité il ne peut en exister d'autre.

Il est aussi, dans la « nature », des choses qui peuvent ne pas nous plaire. Mais nous ne pouvons changer l'essence des phénomènes naturels. Lorsque par exemple quelqu'un prétend — et il en est qui l'ont prétendu — que la façon dont l'homme mange, assimile et digère est repoussante, on ne peut disputer contre lui. Mais on doit certes lui dire : il n'est que ce moyen ou la mort par inanition. Il n'y a pas une troisième solution. Le même raisonnement est vrai pour la propriété : ou bien la propriété individuelle des moyens de production ou bien la famine et la misère pour tous.

Les adversaires du libéralisme ont continué de qualifier en général d'optimisme sa conception de la politique économique. C'est de leur part ou bien un reproche ou bien une façon dérisoire de caractériser la manière de penser des libéraux. Quelle absurdité que de dire de la doctrine libérale, qualifiée si souvent d'optimiste, qu'elle considère le monde capitaliste comme étant le meilleur des mondes. Pour une idéologie scientifiquement fondée comme l'est le libéralisme, la question n'est absolument pas de savoir si l'ordre social capitaliste est bon ou mauvais, si l'on peut ou non en imaginer un meilleur, et si, pour des raisons philosophiques ou métaphysiques, on doit ou non le rejeter. Le libéralisme part des pures disciplines de l'économie politique et de la sociologie qui, à l'intérieur de leur système, ne connaissent aucune appréciation, n'énoncent rien sur ce qui doit être, sur ce qui est bon et sur ce qui est mauvais, mais ne font que constater ce qui est et comment cela est. Lorsque ces sciences nous montrent que de tous les ordres sociaux imaginables il n'en est qu'un, l'ordre social reposant sur la propriété individuelle des moyens de production, qui soit viable, puisque tous les autres sont irréalisables, il n'y a absolument rien dans cette affirmation qui puisse justifier la qualification d'optimisme. Que l'ordre social capitaliste soit viable et efficace, c'est là une constatation qui n'a rien à voir avec l'optimisme.

Certes, de l'avis des adversaires du libéralisme, cet ordre social est très mauvais. Dans la mesure où cette affirmation contient un jugement de valeur, elle est naturellement inaccessible à toute explication qui irait au-delà des jugements extrêmement subjectifs et par conséquent dépourvus de tout caractère scientifique. Dans la mesure pourtant où cette affirmation se fonde sur une fausse conception des phénomènes à l'intérieur de l'ordre social capitaliste, l'économie politique et la sociologie peuvent la corriger. Cela non plus n'est pas optimisme. En faisant abstraction de tout le reste, la révélation elle-même des si nombreuses lacunes de l'ordre social capitaliste n'aurait pas la moindre signification pour les problèmes de politique sociale aussi longtemps qu'on ne réussit pas à montrer qu'un autre ordre social serait non pas meilleur mais seulement réalisable. C'est à quoi l'on n'est pas parvenu. La science, elle, a réussi à montrer que chacun des systèmes d'organisation sociale concevables en remplacement de l'ordre social capitaliste est en soi contradictoire et absurde, de sorte qu'il ne pourrait produire les effets qu'en attendent ses défenseurs.

Un fait montre parfaitement combien il est peu justifié de parler ici d'optimisme et de pessimisme, et combien ceux qui qualifient le libéralisme d'optimiste visent surtout, en faisant intervenir des motifs sentimentaux qui n'ont rien à voir avec la science, à créer un état d'esprit hostile au libéralisme. Car, on pourrait avec le même droit appeler optimistes ceux qui pensent que la construction d'une communauté socialiste ou interventionniste est réalisable.

La majorité des auteurs qui s'occupent de questions de politique économique ne laissent habituellement passer aucune occasion de s'attaquer de façon absurde et puérile à la société capitaliste et de vanter en termes enthousiastes le socialisme ou l'interventionnisme, ou même le socialisme agraire et le syndicalisme, comme des institutions excellentes. Il y eut, de l'autre côté, peu d'auteurs qui aient entonné, encore qu'ils l'aient fait en termes plus mesurés, les louanges de l'ordre social capitaliste. On peut, si l'on veut, appliquer à ces auteurs l'épithète d'optimistes du capitalisme. Mais il faudrait, si on le fait, attribuer avec infiniment plus de droit celui d'hyperoptimistes du socialisme, de l'interventionnisme, du socialisme agraire et du syndicalisme à ces auteurs antilibéraux. Le fait que tel ne soit pas le cas mais que l'on baptise

purement et simplement d'optimistes des auteurs libéraux tels que Bastiat prouve qu'on n'est pas du tout ici en présence d'une tentative de classification scientifique mais bel et bien d'une distorsion partisane.

Il importe de répéter que le libéralisme ne prétend pas que l'ordre social capitaliste est bon à tout point de vue. Il dit simplement que seul l'ordre social capitaliste convient aux buts que les hommes se proposent et que les constructions sociales du socialisme, de l'interventionnisme, du socialisme agraire et du syndicalisme sont irréalisables. C'est pourquoi les neurasthéniques qui ne pouvaient supporter cette vérité ont fait de l'économie politique une science lugubre, « a dismal science ». En montrant le monde tel qu'il est en réalité, l'économie politique et la sociologie ne sont pas plus lugubres que ne sont lugubres d'autres sciences, la mécanique ou la biologie par exemple, l'une parce qu'elle enseigne que le perpetuum mobile est irréalisable, l'autre que les êtres vivants meurent.